

L'Italie rend la vie difficile aux migrants ne relevant pas du droit d'asile...

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 27 septembre 2023





L'Italie subit actuellement la déferlante migratoire, 133 000 arrivées depuis le début de l'année.

Situation générale de l'Italie, comparaison avec la France.

Début 2022, pour 59,1 millions d'habitants, l'Italie comporte 5,0 millions d'étrangers (8,5%).

(France : 7,0 millions d'immigrés vivent en France, soit 10,3 % de la population totale de 67,8 millions)

En 2021 l'Italie a vu 244 000 arrivées pour 64 mille départs. 121 000 étrangers ont été naturalisés.

(En 2021, 271 000 immigrants sont entrés en France théoriquement/Ministère de l'intérieur – 130 400 naturalisations)*

3,56 millions des étrangers sont non-européens, ces derniers sont 65,8% à avoir un permis long séjour.

Motifs d'entrée : 50,9% de rapprochement familiaux ; 21,1% pour des raisons de main d'œuvre.

A noter que des mesures de régularisations ont été appliquées en 2021 avec les gouvernements Conte II et

Draghi.

Le taux d'emploi des étrangers est de 64,2% contre 64,9% pour les Italiens.

Le taux de chômage des étrangers est de 12% contre 7,6% pour les Italiens.

(France : 8,3 % des actifs non immigrés sont au chômage contre 15,3 % des actifs immigrés/Ministère de l'Intérieur*)

* : des différences avec les stats de l'Insee

Pour résumé, l'Italie paraît en meilleur état que la France mais s'en est rapprochée lors du ministère Draghi.

L'intermède Salvini et les gouvernements Conte I et II.

Suite aux élections de 2018, la Lega et le Mouvement 5 étoiles sont majoritaires et mettent en place un gouvernement antisystème. Salvini brille par ses positions et actions anti-migrants. En 2019, Salvini pensant avoir acquis des forces suffisantes pour de nouvelles élections, provoque la fin du 1er gouvernement Conte. Cependant Giuseppe Conte réussit à reconstituer une majorité entre le Mouvement 5 étoiles et le Parti Démocrate qui prendra fin en 2021, suivi par le gouvernement Draghi...

La gouvernement Draghi, la chute de la Lega, la montée de Frères d'Italie.

La large coalition Draghi a embarqué le Mouvement 5 étoiles (M5S), la Ligue (Lega), le Parti démocrate (PD), Forza Italia (FI), Italia Viva (IV) et Libres et égaux (LeU). L'implication de la Ligue lui a coûté très cher alors que FdI (Frères d'Italie) de Meloni s'est épanoui (La Lega passe de 17% à 8,5%, FdI de 5% à 26%).

Giorgia Meloni et ses engagements et contraintes.

Giorgia Meloni n'est pas nouvelle en politique. Depuis qu'elle a créé Frères d'Italie, son parti n'a cessé de progresser. Elle est restée identitaire affirmant son attachement à la chrétienté. Son orientation n'est donc pas favorable à une immigration massive musulmane, refuse les

orientations progressistes pour ne pas dire wokes. Son expression est restée cependant plus modérée dans ses propos que Mattéo Salvini (une opération dédramatisation identique au RN). Plus que Salvini, elle a développé une aura internationale. Patiente, elle a refusé de participer au gouvernement Draghi. Cela a valu à son parti de devenir le premier d'Italie dans une coalition dite de centre droit avec la Lega et Forza Italia. La coalition majoritaire tant au Parlement qu'au Sénat, il était logique qu'elle fût première ministre.

Les aveux de Meloni...

Un échec partiel, elle n'a pu faire autant qu'elle le pouvait... face à une UE qui la soutient comme la corde soutient le pendu. Depuis le gouvernement Conte, l'Italie doit recevoir une aide au développement de 209 milliards d'€, l'Italie étant endettée de 144,4% de son PIB en 2022 comme la majorité des cigales du sud européen (Grèce 171%, Portugal 123%, Espagne 113%, France 112%, mais Allemagne 67%, Pays Bas 49%, Danemark 33%).

Sa méthode politique, cohérente avec elle-même.

– Plutôt que de risquer un clash absolu avec l'UE de Van der Leyen, elle augmente les difficultés pour les migrants. Au mois d'août l'Italie a immobilisé trois navires d'ONG ayant enfreint une nouvelle loi italienne.

– Son initiative auprès de la Tunisie, désormais première porte de sortie des migrants vers l'Italie et l'Europe, une aide financière en échange du contrôle des départs, mais aussi pour aider la Tunisie dans son développement. Aux dernières nouvelles, a été torpillée par la gauche européenne et surtout italienne qui n'avale pas son élection...

– Ne pas oublier ses frictions avec plusieurs pays, dont la France après la sortie de Moussa le kabyle.

– Les Allemands ont aussi droit à ses foudres. Ainsi sa lettre de ce 25 septembre au Chancelier allemand lui

reprochant les aides de son gouvernement aux ONG pro-migrantes participant aux difficultés de l'Italie* (Que dire de la France ?)... C'est aussi un coup de pied de l'âne bien senti au moment où les politiques allemands sont en difficulté face à la montée de l'Extrême droite !

* : Des aides entre 400 et 800 millions de'€ pour deux associations.

* : Complément sur BV ...

Une vraie politique cette Meloni, elle défend son pays, même si certains d'entre nous la critiquent considérant qu'elle n'en fait pas assez ou n'utilise pas la bonne méthode...

– Une de ses dernières initiatives originales va à l'encontre de l'immigration de faux réfugiés.

ITALIE: LES MIGRANTS DÉBOUTÉS DU DROIT D'ASILE DEVRONT VERSER 5000 EUROS POUR ÉVITER LA RÉTENTION

V.G. avec AFP – Le 22/09/2023

Cette garantie financière est censée couvrir les frais de logement et de subsistance pour une personne pendant un mois, ainsi que le coût de son rapatriement en cas de rejet définitif de sa demande.

La mesure a suscité la condamnation de l'opposition de gauche. Les migrants déboutés du droit d'asile en Italie devront verser 5000 euros sous peine d'être envoyés en centre de rétention* pendant l'examen de leur recours, prévoit un décret paru au journal officiel et qui a suscité vendredi la condamnation de l'opposition de gauche.

* : *Tiens, l'Italie a prévu ce que la France n'a pas prévu, des centres de rétention.*

Cette garantie financière de 4938 euros précisément, qualifiée de « rançon » par le quotidien de gauche La Repubblica, est censée couvrir les frais de logement et de subsistance pour une personne pendant un mois, ainsi que le coût de son rapatriement en cas de rejet définitif de sa demande.

Elle sera exigée des personnes ayant tenté de se soustraire aux contrôles à la frontière ainsi qu'à celles provenant d'un pays dit « sûr » et qui, en principe, ne peuvent donc prétendre à l'asile. Si le requérant « disparaît indûment », la caution dont il s'est acquitté sera prélevée, précise le texte.

« Le gouvernement (...) perd maintenant sa dignité »

La mesure a été durement critiquée par la gauche. « Sur l'immigration, le gouvernement avait déjà perdu la face, il perd maintenant sa dignité en remplissant les caisses [de l'Etat] sur le dos et le désespoir des personnes* », a regretté le député démocrate Emiliano Fossi.

** : par contre, vider les caisses, comme tous ces politiques bienveillants à ce qui noie l'Europe, pas de problème.*

« Une garantie bancaire à payer par les migrants, s'ils ne se sont pas noyés en Méditerranée », a commenté sur son compte « X » le maire de Bergame, Giorgio Gori (Parti démocrate, gauche), rappelant que l'Italie de l'émigration a vu « 24 millions de migrants essaimer dans le monde entier* ».

** : souvent au bénéfice des pays, pour rappel en France, Michel Platini, Gambetta (de Ligurie), Lino Ventura, Ettore Bugatti... pas le cas de toutes les immigrations.*

Le gouvernement « remplit les caisses [de l'Etat] sur le dos et le désespoir des personnes », a regretté le député Emiliano Fossi, du même parti.

Riccardo Magi, secrétaire national du parti centriste +Europa, a fustigé de son côté ce qu'il qualifie de « trafic d'êtres humains institutionnel* ».

** : Par contre, non-institutionnel, pas de problème non plus !*

130.000 migrants arrivés en Italie en 2023

Ce décret paraît quelques jours seulement après l'annonce du gouvernement d'extrême droite de Giorgia Meloni de son intention de [porter à 18 mois la durée maximale de rétention des demandeurs déboutés](#), contre 40 jours renouvelables actuellement (138 jours maximum).

L'exécutif entend ainsi dissuader les départs d'Afrique du Nord et éviter que les autorités italiennes soient légalement contraintes de relâcher des étrangers frappés d'une décision de reconduite à la frontière au cas où la procédure d'expulsion n'ait pas abouti dans le délai imparti.

Depuis le 11 septembre, l'Italie a enregistré plus de 15.000 arrivées de migrants partis des côtes nord-africaines vers ses côtes, débarquant pour la plupart sur [l'île de Lampedusa, dont les structures d'accueil ont été débordées](#). Depuis le début de l'année, leur nombre est de près de 130.000, contre 68.200 en 2022 sur la même période, selon le ministère de l'Intérieur.

SUR LE MÊME SUJET

- [Migrants à Lampedusa: Ursula von der Leyen présente un plan d'urgence pour aider l'Italie](#)

Les migrants arrivés ces derniers jours à Lampedusa ont quasiment tous été transférés en Sicile ou sur le continent et ils n'étaient plus qu'une centaine vendredi dans le centre d'accueil de l'île, qui peut en accueillir 400. Le vent et une mer formée devraient empêcher ou nettement freiner les départs depuis la Tunisie et la Libye au cours du week-end.

Pour conclure, j'échange Minus pour une « Meloni » !